GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Conseil de communauté du **24 juin 2013**

Délibération n° 2013-3998

commission principale : finances, institutions et ressources

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) :

objet : Compte administratif 2012 - Tous budgets

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Rapporteur : Monsieur le Vice-Président Darne

Président : Monsieur Bruno Gignoux

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 156

Date de convocation du Conseil : vendredi 14 juin 2013

Secrétaire élu : Monsieur Marc Augoyard

Compte-rendu affiché le : mercredi 26 juin 2013

Présents : MM. Collomb, Bret, Darne J., Reppelin, Da Passano, Mme Guillemot, MM. Daclin, Calvel, Mme Vullien, MM. Kimelfeld, Crimier, Philip, Mme Pédrini, MM. Abadie, Arrue, Mmes Besson, David M., MM. Passi, Brachet, Charles, Colin, Sécheresse, Barral, Desseigne, Mmes Dognin-Sauze, Gelas, MM. Claisse, Bernard R., Bouju, Mme Laurent, M. Vesco, Mme Frih, MM. Assi, Julien-Laferrière, Mme Ait-Maten, MM. Appell, Ariagno, Augoyard, Balme, Mme Bargoin, MM. Barret, Barthelémy, Mmes Baume, Benelkadi, M. Bernard B., Mme Bocquet, M. Bolliet, Mme Bonniel-Chalier, MM. Bousson, Braillard, Broliquier, Buffet, Mme Cardona, MM. Chabert, Chabrier, Mme Chevallier, MM. Cochet, Corazzol, Coste, Coulon, Mme Dagorne, MM. Darne JC., David G., Desbos, Deschamps, Mme Dubos, MM. Dumas, Ferraro, Flaconnèche, Forissier, Fournel, Galliano, Genin, Gentilini, Geourjon, Mme Ghemri, MM. Gignoux, Gillet, Giordano, Gléréan, Goux, Grivel, Guimet, Havard, Huguet, Imbert, Jacquet, Joly, Justet, Kabalo, Lambert, Mme Laval, MM. Le Bouhart, Lebuhotel, Lelièvre, Léonard, Mme Lépine, M. Lévêque, Mme Levy, MM. Llung, Longueval, Louis, Martinez, Morales, Muet, Nissanian, Ollivier, Mmes Perrin-Gilbert, Pesson, MM. Petit, Pili, Pillon, Plazzi, Quiniou, Réale, Mme Revel, M. Roche, Mme Roger-Dalbert, MM. Rousseau, Rudigoz, Sangalli, Schuk, Serres, Suchet, Terrot, Touraine, Uhlrich, Vaté, Vergiat, Mme Vessiller, MM. Vial, Vincent, Vurpas, Mme Yéréman.

Absents excusés : Mme Domenech Diana (pouvoir à M. Plazzi), MM. Buna (pouvoir à M. Charles), Charrier (pouvoir à Mme Besson), Crédoz (pouvoir à M. Darne J.), Mme Peytavin (pouvoir à M. Claisse), MM. Rivalta (pouvoir à M. Longueval), Albrand (pouvoir à Mme Ghemri), Mmes Bailly-Maitre (pouvoir à M. Jacquet), Chevassus-Masia (pouvoir à Mme Yéréman), M. Fleury (pouvoir à M. Bousson), Mme Hamdiken-Ledesert (pouvoir à M. Nissanian), MM. Lyonnet (pouvoir à M. Vergiat), Millet (pouvoir à M. Lévêque), Mme Rabatel (pouvoir à M. Kimelfeld), M. Thévenot (pouvoir à M. Petit), Mme Tifra (pouvoir à M. Martinez), MM. Touleron (pouvoir à M. Fournel), Turcas (pouvoir à M. Buffet).

Absents non excusés : M. Barge, Mmes Bab-Hamed, Palleja, M. Thivillier.

Conseil de communauté du 24 juin 2013**Délibération n° 2013-3998**

commission principale : finances, institutions et ressources

objet : **Compte administratif 2012 - Tous budgets**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

Le Conseil,

Vu le rapport du 5 juin 2013, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le compte administratif constitue le document comptable par lequel l'ordonnateur constate les résultats d'un exercice budgétaire par rapport au budget primitif voté pour le même exercice et aux modifications de crédits délibérées dans les mêmes formes. Le compte administratif d'un exercice budgétaire doit être soumis pour approbation à l'assemblée délibérante de la collectivité avant le 30 juin de l'année suivante après vérification de la concordance avec les écritures du comptable public. Le projet de délibération présenté propose au Conseil l'approbation du compte administratif pour l'exercice 2012.

La Communauté urbaine de Lyon dispose de 5 budgets. 3 relèvent de la nomenclature M14 : le budget principal, le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe et le budget annexe du restaurant communautaire. Les budgets annexes des eaux et de l'assainissement relèvent de la nomenclature M49.

La création des budgets annexes correspond à des obligations légales.

Ainsi, les budgets annexes de l'assainissement et des eaux concernent la gestion de services publics à caractère industriel et commercial entièrement financés par les usagers. Ils sont assujettis à la TVA, soit en gestion par le comptable, soit par le biais des fermiers.

Le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe a été créé pour tenir la comptabilité distincte des opérations d'aménagement réalisées directement par la Communauté urbaine. Ces opérations sont assujetties à la TVA, due et récupérée, gérée hors budget par le comptable de la Communauté urbaine. Les dépenses ne concernent que les achats ou les travaux d'aménagement. Elles ne comprennent ni les charges de personnel, ni les charges financières. Toutes les charges de structure sont portées par le budget principal, dont le budget annexe n'est qu'un démembrement, l'équilibre s'appréciant globalement.

Pour le restaurant communautaire, l'obligation fiscale d'assujettissement à la TVA des cantines administratives, offrant droit à déduction de la taxe sur les dépenses, a imposé la création d'un budget annexe afin d'individualiser les dépenses et les recettes afférentes à cette activité : frais de production, frais de personnel, de maintenance et d'entretien des locaux, de même que les recettes issues de la vente des repas. Comme pour le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe, la TVA, due et récupérée, est gérée hors budget par le comptable de la Communauté urbaine. Ce budget s'équilibre par une subvention du budget principal.

Après la présentation synthétique des résultats pour chacun de ces budgets, les comptes 2012 seront abordés tous budgets confondus, en mouvements réels, c'est-à-dire ayant donné lieu à encaissement ou décaissement de la part du trésorier principal, et en comptes consolidés, après neutralisation, notamment des mouvements inter-budgétaires.

En synthèse, il est noté que l'autofinancement consolidé augmente de 28 M€ pour passer à 349 M€ et l'épargne nette progresse de 20 M€ pour passer à 239 M€. L'investissement pour les projets a été réalisé à hauteur de 582 M€ en dépenses (+ 40 M€ par rapport à 2011) et 93 M€ en recettes (- 18 M€ par rapport à 2011). L'encours de la dette passe à 1 491 M€, soit 225 M€ de plus que l'année précédente. Les ratios d'endettement, à 10,4 % pour le service de la dette et 4,3 années pour la capacité de désendettement sont de bonne qualité, largement en-dessous des plafonds décidés par le plan de mandat (20 % pour le service de la dette et 8 ans pour la capacité de désendettement). Le service de la dette est la part des recettes de fonctionnement affectée aux annuités d'emprunts.

I - Les résultats synthétiques du compte administratif 2012 par budget

I - 1° - Le budget principal

Les recettes totales de 2012 ont atteint 1 991,473 M€ pour une prévision finale de 2 217,224 M€, soit un taux de réalisation de 89,8 % (93,9 % en 2011). Le montant du budget primitif était à l'origine de 1 996,698 M€, soit un taux de réalisation de 99,7 % (104,9 % en 2011).

Les dépenses totales de 2012 ont atteint 1 698,142 M€ pour un crédit autorisé de 2 085,675 M€, soit un taux de réalisation global de 81,42 % (89,7 % en 2011). Le montant du budget primitif était à l'origine de 1 996,698 M€, soit un taux de réalisation de 85,05 % (92,6 % en 2011).

Le résultat de l'exercice (recettes réalisées - dépenses réalisées) s'élève à 293,331 M€. Il était de 218,705 M€ en 2011.

Compte tenu des résultats antérieurs reportés, de l'affectation de l'excédent de fonctionnement au déficit d'investissement et de l'affectation à l'investissement (169,362 M€), l'exercice 2012 s'achève avec un excédent global de 120,818 M€. Cet excédent global représente, en 2012, 7 % des dépenses réalisées.

Avec des reports de crédits à hauteur de 50,269 M€ en dépenses et 9,305 M€ en recettes, le solde disponible à la clôture de l'exercice 2012 s'élève donc à 161,782 M€ et fait l'objet d'une proposition d'affectation au budget supplémentaire présentée par délibération séparée.

En 2012, 219,542 M€ d'emprunts à long terme ont été réalisés pour financer les projets d'investissement (139,491 M€ en 2011, 70,012 M€ en 2010).

Ce recours exceptionnel à l'emprunt témoigne à la fois d'une pleine réalisation des projets en fin de mandat et de la mobilisation exceptionnelle d'un emprunt de 100 M€, choisie en cours d'exercice 2012, au regard des tensions perçues sur les marchés financiers, des difficultés constatées des banques à répondre aux besoins de financement des collectivités et aux conditions favorables obtenues, paradoxalement, par la Communauté urbaine, sur des offres d'emprunts.

Déduction faite des mouvements d'ordre, les recettes réelles de fonctionnement atteignent 1 250,490 M€ et les dépenses réelles 946,159 M€. L'autofinancement brut ressort ainsi à 304,331 M€ (276,839 M€ en 2011) et l'épargne nette, après remboursement du capital de la dette à hauteur de 90,724 M€, s'établit à 213,607 M€, affectés au financement des investissements, soit + 24 M€.

Compte administratif 2012 - budget principal - synthèse - tableau n° 1

Libellé	Investissement 2012 (en €)	Fonctionnement 2012 (en €)	Total 2012
recettes totales			
montant voté au budget primitif	782 062 931,00	1 214 635 171,00	1 996 698 102,00
total des prévisions à la clôture *	1 002 418 576,35	1 214 805 548,00	2 217 224 124,35
taux d'évolution	28,18%	0,01 %	11,04 %

total réalisé	740 461 062,58	1 251 012 012,91	1 991 473 075,49
taux de réalisation	73,87 %	102,98 %	89,82 %
dépenses totales			
montant voté au budget primitif	782 062 931,00	1 214 635 171,00	1 996 698 102,00
total des prévisions à la clôture *	833 056 629,56	1 252 618 110,29	2 085 674 739,85
taux d'évolution	6,52%	3,13%	4,46%
total réalisé	642 981 694,46	1 055 160 373,67	1 698 142 068,13
taux de réalisation	77,18 %	84,24 %	81,42 %
résultat de l'exercice	97 479 368,12	195 851 639,24	293 331 007,36
résultat antérieur reporté	- 169 361 946,79	207 174 509,08	37 812 562,29
affectation du résultat à l'investissement		- 169 361 946,79	- 169 361 946,79
résultat de clôture	- 71 882 578,67	233 664 201,53	161 781 622,86
reports dépenses		50 269 223,59	50 269 223,59
reports recettes		9 305 844,66	9 305 844,66
résultat disponible	- 71 882 578,67	192 700 822,60	120 818 243,93

* Prévisions fin d'exercice sans affectations des résultats n-1

I - 2° - Le budget annexe de l'assainissement

La collecte et le traitement des eaux usées sont assurés par près de 2 802 kilomètres de canalisations, 76 stations de relèvement, 11 stations d'épuration.

Les dépenses d'investissement 2012 ont principalement concerné les travaux de rénovation et mises au norme de la station d'épuration (STEP) de la Feyssine (8,6 M€), de la STEP de Meyzieu (3,9 M€), de la STEP de Neuville sur Saône (3,1 M€), de la STEP de Genas (2,3 M€), de la STEP de Saint Fons (1,3 M€), du bassin de dessablement de Lyon 9° (3,5 M€) ainsi que les travaux d'amélioration des réseaux de proximité (10,5 M€), dont 2,1 M€ pour la modification du réseau d'eau usée de Décines Charpieu Montout.

Le compte administratif 2012 du budget annexe de l'assainissement est arrêté à la somme de 186,085 M€ en recettes (181,792 M€ en 2011) et 169,002 M€ en dépenses (167,616 M€ en 2011).

Le résultat de l'exercice est excédentaire de 17,083 M€. Il l'était de 14,177 M€ en 2011.

Compte tenu des résultats antérieurs reportés et de l'affectation faite à l'investissement (16,277 M€), le résultat de clôture affiche un solde positif de 5,088 M€.

Avec des reports de crédits à hauteur de 4,389 M€ en dépenses et 1,143 M€ en recettes, le solde disponible à la clôture de l'exercice 2012 s'élève donc à 1,843 M€ et fait l'objet d'une proposition d'affectation au budget supplémentaire présentée par délibération séparée.

En 2012, les emprunts à long terme ont été réalisés à hauteur de 29 M€ pour financer les équipements (22,8 M€ en 2011). L'augmentation des emprunts est liée à un report de paiement sur certaines opérations. Des investissements conséquents ont, en effet, été réalisés pour les réseaux d'assainissement (9,058 M€) et la station de la Feyssine (8,600 M€).

Sans les mouvements d'ordre, les recettes réelles d'exploitation atteignent 103,675 M€ et les dépenses réelles 67,862 M€, faisant ainsi ressortir l'autofinancement brut à hauteur de 35,813 M€ (35,518 M€ en 2011). Après remboursement du capital de la dette à hauteur de 17,493 M€ (13,535 M€ en 2011), l'épargne nette s'élève à 18,320 M€ (21,983 M€ en 2011).

Compte administratif 2012 - budget annexe de l'assainissement - synthèse - tableau n° 2

Libellé	Investissement 2012 (en €)	Fonctionnement 2012 (en €)	Total 2012
recettes totales			
montant voté au budget primitif	93 282 300,00	109 368 171,00	202 650 471,00
total des prévisions à la clôture	109 364 795,20	109 092 574,00	218 457 369,20
taux d'évolution	17,24 %	- 0,25 %	7,80 %
total réalisé	77 013 074,46	109 071 804,14	186 084 878,60
taux de réalisation	70,42 %	99,98 %	85,18 %
dépenses totales			
montant voté au budget primitif	93 282 300,00	109 368 171,00	202 650 471,00
total des prévisions à la clôture	93 087 790,52	113 374 769,62	206 462 560,14
taux d'évolution	- 0,21 %	3,66 %	1,88 %
total réalisé	79 060 258,97	89 941 396,10	169 001 655,07
taux de réalisation	84,93 %	79,33 %	81,86 %
résultat de l'exercice	- 2 047 184,51	19 130 408,04	17 083 223,53
résultat antérieur reporté	- 16 277 004,68	20 559 200,30	4 282 195,62
affectation du résultat à l'investissement		- 16 277 004,68	- 16 277 004,68
résultat de clôture	- 18 324 189,19	23 412 603,66	5 088 414,47
reports dépenses		4 389 070,83	4 389 070,83
reports recettes		1 143 404,52	1 143 404,52
résultat disponible	- 18 324 189,19	20 166 937,35	1 842 748,16

I - 3° - Le budget annexe des eaux

Le service des eaux est affermé. Ce budget comptabilise essentiellement, en section d'exploitation, les flux financiers entre la Communauté urbaine et les fermiers, et en investissement les travaux consacrés à la sécurité de la ressource, à la réhabilitation et à l'extension du réseau. Les montants sont inscrits en valeur toutes taxes comprises. La TVA est due et récupérée auprès des services fiscaux par les fermiers.

Le compte administratif 2012 du budget annexe des eaux est arrêté à la somme de 37,515 M€ en recettes (38,039 M€ en 2011) et 33,876 M€ en dépenses (32,720 M€ en 2011).

Le résultat de l'exercice est excédentaire de 3,640 M€. Il l'était de 5,319 M€ en 2011.

Compte tenu des résultats antérieurs reportés et de l'affectation faite à l'investissement (2,794 M€), le résultat de clôture affiche un solde positif de 1,560 M€.

Avec des reports de crédits à hauteur de 0,495 M€ en dépenses et 0,543 M€ en recettes, le solde disponible à la clôture de l'exercice 2012 s'élève donc à 1,608 M€ et fait l'objet d'une proposition d'affectation au budget supplémentaire présentée par délibération séparée.

Après retrait des mouvements d'ordre, les recettes réelles d'exploitation atteignent 15,650 M€ (16,034 M€ en 2011) et les dépenses réelles 6,537 M€ (6,298 M€ en 2011), faisant ainsi ressortir l'autofinancement brut à hauteur de 9,113 M€ (9,736 M€ en 2011, 10,683 M€ en 2010).

La détérioration des recettes de fonctionnement est liée à l'extinction progressive de la part du remboursement de la dette communautaire par les fermiers, prévue dans le contrat d'affermage, soit 4,822 M€ en 2009, 3,255 M€ en 2010, 2,807 M€ en 2011, 1,999 M€ en 2012, et 1 M€ en 2013.

Cumulé à un besoin croissant de rénovation des installations, 12,624 M€ en 2012 ont été consacrés à l'investissement opérationnel (10,789 M€ en 2011), et à une diminution de recettes opérationnelles, 1,5 M€ en 2012, pour 2,9 M€ en 2011, le recours à l'emprunt est nécessaire.

Ainsi, un emprunt à long terme de 6 M€ a été mobilisé pour financer les équipements en 2012. Le dernier emprunt significatif avait été contracté pour 10,101 M€ en 2008. Il était de 1 M€ en 2011.

Après remboursement du capital de la dette à hauteur de 3,220 M€ (3,140 M€ en 2011), l'épargne nette s'élève à 5,893 M€ (6,596 M€ en 2011, 7,287 M€ en 2010).

Compte administratif 2012 - budget annexe des eaux - synthèse - tableau n° 3

Libellé	Investissement 2012 (en €)	Fonctionnement 2012 (e €)	Total 2012
recettes totales			
montant voté au budget primitif	34 476 702,00	17 853 079,00	52 329 781,00
total des prévisions à la clôture	42 697 247,54	17 896 157,93	60 593 405,47
taux d'évolution	23,84 %	0,24 %	15,79 %
total réalisé	20 259 453,83	17 256 272,56	37 515 726,39
taux de réalisation	47,45 %	96,42 %	61,91 %
dépenses totales			
montant voté au budget primitif	34 476 702,00	17 853 079,00	52 329 781,00
total des prévisions à la clôture	39 902 307,59	18 611 559,45	58 513 867,04
taux d'évolution	15,74 %	4,25 %	11,82 %
total réalisé	18 481 718,36	15 394 142,66	33 875 861,02
taux de réalisation	46,32 %	82,71 %	57,89 %
résultat de l'exercice	1 777 735,47	1 862 129,90	3 639 865,37
résultat antérieur reporté	- 2 794 939,95	3 510 341,47	715 401,52
affectation du résultat à l'investissement		- 2 794 939,95	- 2 794 939,95
résultat de clôture	- 1 017 204,48	2 577 531,42	1 560 326,94
reports dépenses		495 424,36	495 424,36
reports recettes		543 334,26	543 334,26
résultat disponible	- 1 017 204,48	2 625 441,32	1 608 236,84

I - 4° - Le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe

8 opérations d'urbanisme exécutées en régie directe par la Communauté urbaine de Lyon ont fait l'objet de réalisations en 2012. Les programmes des équipements publics réalisés dans ces opérations sont destinés à aménager et commercialiser des terrains à vocation principale d'habitation ou/et d'activités économiques. C'est pourquoi, les dépenses et les produits des ventes ou des participations reçues de la Communauté urbaine et de ses partenaires sont comptabilisés en section de fonctionnement.

La valeur des biens stockés au moment de l'achat et de l'aménagement des terrains, puis destockés au moment de leur commercialisation, est reprise par des écritures d'ordre équilibrées en section de fonctionnement et d'investissement.

L'exercice 2012 a été marqué par un essor des réalisations, dont les principales concernent :

- à Vénissieux, 1,013 M€ de vente de terrain sur le site de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Parilly, et 1,342 M€ d'aménagement de terrain pour la ZAC Armstrong,
- à Vaulx en Velin, 3,243 M€ d'acquisitions et d'aménagements de terrains pour la ZAC de la Grappinière, et 1,038 M€ pour la ZAC de l'Hôtel de Ville.

Le compte administratif 2012 du budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe est arrêté à la somme de 23,590 M€ en recettes et en dépenses. Le résultat de l'exercice présente un solde nul. Le résultat de clôture affiche un excédent reporté de 0,221 M€ qui fait l'objet d'une proposition d'affectation en dépenses imprévues d'investissement au budget supplémentaire présenté par délibération séparée sur l'affectation des résultats 2011. Il est le résultat de la dernière annuité encaissée en 2010, pour une cession de terrain aménagé consentie à la SCI Parc de Gerland en paiement échelonné.

La participation du budget principal pour 2012 s'élève à 4,759 M€.

Compte administratif 2012 - budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe - synthèse - tableau n° 4

Libellé	Investissement 2012 (en €)	Fonctionnement 2012 (en €)	Total 2012
recettes totales			
montant voté au budget primitif	13 035 981,00	26 071 962,00	39 107 943,00
total des prévisions à la clôture	12 501 151,26	25 002 302,52	37 503 453,78
taux d'évolution	- 4,10 %	- 4,10 %	- 4,10 %
total réalisé	7 863 388,60	15 726 777,20	23 590 165,80
taux de réalisation	62,90 %	62,90 %	62,90 %
dépenses totales			
montant voté au budget primitif	13 035 981,00	26 071 962,00	39 107 943,00
total des prévisions à la clôture	12 722 203,60	25 002 302,52	37 724 506,12
taux d'évolution	- 2,41 %	- 4,10 %	- 3,54 %
total réalisé	7 863 388,60	15 726 777,20	23 590 165,80
taux de réalisation	61,81 %	62,90 %	62,53 %
résultat de l'exercice	0,00	0,00	0,00
résultat antérieur reporté	221 052,34		221 052,34
affectation du résultat à l'investissement			0,00
résultat de clôture	221 052,34	0,00	221 052,34
reports dépenses			0,00
reports recettes			0,00
résultat intermédiaire	221 052,34	0,00	221 052,34
résultat positif investissement non transférable en fonctionnement à déduire	- 221 052,34		- 221 052,34
résultat disponible	0	0	0

I - 5° - Le budget annexe du restaurant communautaire

Le restaurant communautaire assure une double prestation en régie directe avec :

- le self-service dit "restaurant administratif", réservé aux agents communautaires mais également aux tiers, sous certaines conditions. Cette activité est soumise au taux réduit de TVA à 7 %, selon l'article 13 de la loi de finances rectificative du 28 décembre 2011, qui relève le taux réduit de 5,5 % à 7 %, sauf pour les biens et services visés à l'article 278-O bis du code général des impôts, hors boissons alcoolisées.

- le restaurant dit "officiel", qui relève d'une restauration comparable à celle du secteur concurrentiel.

L'année 2012 a été marquée par son fonctionnement dans des locaux provisoires puis par la réouverture du restaurant administratif au second semestre après des travaux de rénovation et de mise aux normes de l'ensemble de l'équipement. La fréquentation du restaurant ne pourra donc être analysée en année pleine qu'en 2013.

Les travaux de restructuration du restaurant communautaire, dont le démarrage était initialement prévu en 2010, ont débuté sur l'exercice 2011 et se sont poursuivis en 2012, à hauteur de 2,595 M€.

En 2012, les principales dépenses du budget annexe du restaurant communautaire concernent les charges de personnel, avec 37 agents, pour 1,528 M€ (1,512 M€ en 2011) et les charges à caractère général, soit 0,926 M€ (0,890 M€ en 2011), correspondant principalement à l'achat des denrées alimentaires pour 0,514 M€ (0,465 M€ en 2011).

Les principales recettes sont la vente des repas aux convives pour 0,557 M€ (0,550 M€ en 2011) et la participation du budget principal à l'équilibre du budget pour 1,946 M€ (1,777 M€ en 2011).

Le compte administratif 2012 du budget annexe du restaurant communautaire, soumis à l'approbation du Conseil, a été arrêté à 5,235 M€ en dépenses (3,443 M€ en 2011) et à 5,300 M€ en recettes (3,348 M€ en 2011). Le résultat de l'exercice présente un solde positif de 0,065 M€.

Avec des reports de crédits à hauteur de 0,096 M€ en dépenses et 0,031 M€ en recettes, le solde disponible à la clôture de l'exercice 2012 s'élève donc à 0,24 M€ et fait l'objet d'une proposition d'affectation au budget supplémentaire présentée par délibération séparée.

Compte administratif 2012 - budget annexe du restaurant communautaire - synthèse - tableau n° 5

Libellé	Investissement 2012 (en €)	Fonctionnement 2012 (en €)	Total 2012
recettes totales			
montant voté au budget primitif	1 241 708,00	2 506 378,00	3 748 086,00
total des prévisions à la clôture	2 898 018,63	2 687 536,23	5 585 554,86
taux d'évolution	133,39 %	7,23 %	49,02 %
total réalisé	2 716 695,93	2 583 323,23	5 300 019,16
taux de réalisation	93,74 %	96,12 %	94,89 %
dépenses totales			
montant voté au budget primitif	1 241 708,00	2 506 378,00	3 748 086,00
total des prévisions à la clôture	2 898 018,63	2 687 536,23	5 585 554,86
taux d'évolution	133,39 %	7,23 %	49,02 %
total réalisé	2 716 695,93	2 518 602,83	5 235 298,76
taux de réalisation	93,74 %	93,71 %	93,73 %
résultat de l'exercice	0,00	64 720,40	64 720,40
résultat antérieur reporté		0,00	0,00
affectation du résultat à l'investissement			0,00
résultat de clôture	0,00	64 720,40	64 720,40
reports dépenses		95 900,82	95 900,82
reports recettes		31 180,66	31 180,66
résultat disponible	0,00	0,24	0,24

II - Les résultats du compte administratif 2012, tous budgets consolidés et retraités

Les budgets consolidés ne prennent en compte que les mouvements réels et éliminent les doubles comptes. Ils s'élèvent, en 2012, à 1 839,009 M€ en recettes (1 673,559 M€ en 2011) et 1 713,047 M€ en dépenses (1 671,329 M€ en 2011).

L'autofinancement brut représente l'excédent des produits réels de fonctionnement retraités de l'exercice (1 341,868 M€) moins les charges réelles de fonctionnement retraitées de l'exercice (992,981 M€). Pour l'exercice 2012, il ressort à 348,887 M€, en augmentation de 8,8 % par rapport à 2011.

L'épargne nette correspond à l'autofinancement brut diminué des remboursements du capital de la dette retraitée (109,984 M€ en 2012 pour 101,913 M€ en 2011, 106,547 M€ en 2010 et 165,191 M€ en 2009), imputés en section d'investissement. L'épargne nette mesure la capacité de la collectivité à financer ses dépenses d'investissement grâce à ses ressources propres, une fois acquittée la charge obligatoire de la dette. En 2012, tous budgets confondus, l'épargne nette est de 238,903 M€, en augmentation de 9,1 %.

Les ratios prudentiels retenus par la Communauté urbaine sont, d'une part, le service de la dette (rapport de l'annuité retraitée, 139,299 M€, aux recettes réelles de fonctionnement, 1 341,868 M€) et, d'autre part, la capacité de désendettement (rapport de l'encours de la dette à court et long termes, hors partie de la dette couverte par les fermiers de l'eau, 1 471,100 M€, à l'autofinancement brut de l'année retraitée, 348,887 M€).

Les limites fixées pour le plan de mandat arrêté en 2008 sont de 20 % maximum pour le service de la dette et 8 ans pour la capacité de désendettement.

Le service de la dette est stable : 10,5 % en 2010, 10,2 % en 2011 puis 10,4 % en 2012.

En raison de l'emprunt exceptionnel de 100 M€ consenti au budget principal, la capacité de désendettement régresse légèrement : 4,3 ans à comparer à 3,9 ans en 2011 et 2010.

Les ratios demeurent donc en-deçà des limites fixées.

Les crédits de paiement retraités consolidés pour financer la réalisation des projets de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) atteignent 581,991 M€ en dépenses (542,754 M€ en 2011) et 93,281 M€ en recettes à comparer à 111,224 M€ en 2011.

Compte administratif 2012 - budgets consolidés retraités - vue d'ensemble - tableau n° 6

Budgets consolidés	Montants (en M€)
recettes réelles de fonctionnement retraitées A	1 341,868
dépenses réelles de fonctionnement retraités B	992,981
autofinancement brut : C = A - B	348,887
remboursement du capital de la dette et dettes assimilées	144,984
<i>dont dette à court terme</i>	<i>35,000</i>
remboursement du capital de la dette retraité D	109,984
épargne nette : E = C - D	238,903
recettes réelles d'investissement retraitées	497,141
<i>dont périmètre de la PPI retraité</i>	<i>68,540</i>
dépenses réelles d'investissement retraitées	720,066
<i>dont périmètre de la PPI retraité</i>	<i>574,427</i>
charge nette de la PPI retraité	505,887
affectation au BS 2012 d'une part de l'excédent de fonctionnement au déficit de la section d'investissement 2011 et réserve réglementée	188,434

II - 1°- Les résultats globaux retraités

II - 1°- a - Les mouvements réels en dépenses et recettes

Les principaux chapitres de dépenses et recettes sont explicités ci-après.

Les recettes (1 839,009 M€)

- La fiscalité : 685,733 M€ et les dotations de l'Etat : 418,757 M€

La suppression de la taxe professionnelle, effective au 1er janvier 2010, s'accompagne d'une réforme du financement des collectivités territoriales et de leurs établissements publics de coopération intercommunale. A sa mise en place, cette réforme compense intégralement la perte de la taxe professionnelle (TP) par de nouvelles recettes.

En 2010, la Communauté urbaine a reçu de l'Etat une "compensation-relais", concours financier hybride calculé pour une part en fonction des bases traditionnelles de la taxe professionnelle (que les entreprises n'acquittaient plus) et pour une part en fonction des bases de la nouvelle cotisation foncière des entreprises (CFE), soit un montant de 583,360 M€.

Depuis 2011, la réforme du financement des collectivités territoriales est pleinement active. La Communauté urbaine perçoit de nouvelles ressources, toujours dans le cadre spécifique de la fiscalité professionnelle unique (FPU).

Les ressources de substitution à la taxe professionnelle comprennent de nouveaux impôts sur les entreprises (329,976 M€ en 2012, 327,870 M€ en 2011), une fiscalité sur les ménages (129,543 M€ en 2012, 125,355 M€ en 2011) et des "attributions de compensation" (152,060 M€ en 2012, 151,852 M€ en 2011).

A partir de 2011, les nouvelles taxes mises en place sur les entreprises ont été perçues directement par la Communauté urbaine, à savoir en 2012 la CFE pour un montant de 187,146 M€, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour 127,434 M€, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) représentant une recette de 11,382 M€ et l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) pour 4,014 M€.

Les impôts ménages encaissés en 2012 comprennent la taxe d'habitation (128,693 M€), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (0,105 M€) et une taxe additionnelle à celle-ci (0,745 M€).

Les nouvelles "attributions de compensation" sont constituées par le fonds national de garantie individuelle des ressources (94,593 M€), la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (52,093 M€) et des compensations sur la CFE (0,825 M€) ainsi que sur les exonérations de la taxe d'habitation (4,549 M€).

Les attributions traditionnelles de compensation de taxe professionnelle unique reçues de certaines communes représentent 10,654 M€ en 2012.

L'ensemble de ces recettes (622,233 M€) peut être comparé avec celui de 2011 (606,557 M€) et le montant cumulé de la compensation-relais et des attributions de compensation traditionnelles des communes reçu en 2010 pour 593,891 M€, soit une large augmentation du produit fiscal entre 2010 et 2011 de 2,13 %, puis entre 2011 et 2012 + 2,58 %.

Au titre de la fiscalité, la Communauté urbaine a encore reçu des rôles supplémentaires de TP pour 1,686 M€ en 2012 à comparer à 7,457 M€ en 2011 et 15,043 M€ en 2010. Ces rôles supplémentaires sont en voie d'extinction.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères représente 114,710 M€ (111,948 M€ en 2011) compte tenu d'une progression des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties de 3,1 % en 2012.

La taxe de séjour, instituée au 1er janvier 2010 au regard de la prise de compétence tourisme par la Communauté urbaine à cette date, représente 4,343 M€ en 2012 soit 0,041 M€ de plus qu'en 2011.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) perçue par la Communauté urbaine représente 343,693 M€, répartis en 2 parts depuis 2004 :

- la dotation d'intercommunalité (98,528 M€), qui évolue de + 1,016 M€ (+ 0,935 M€ en 2011) et représente 28,7 % de la DGF totale perçue,

- la dotation de compensation, substituée à l'allocation compensatrice de la suppression de la part salaires et à l'attribution du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (245,165 M€), qui après avoir progressé de 4,08 % entre 2010 et 2011, régresse légèrement - 0,03 %.

Les attributions de compensation de la TP versées par l'État à hauteur de 9,152 M€ en 2012 subissent une nouvelle baisse de 16,4 %. Une diminution de 18,7 % avait déjà été constatée entre 2010 (13,469 M€) et 2011 (10,948 M€).

- Les subventions reçues : 94,860 M€

Les subventions d'équipement reçues à hauteur de 67,982 M€ sont en baisse de 16,259 M€ en 2012 (84,241 M€ en 2011, 85,889 M€ en 2010, 67,572 M€ en 2009). 46,809 M€ relèvent des opérations de la programmation (61,982 M€ en 2011). Hors le périmètre de la PPI, 21,173 M€ constituent le produit des amendes de police encaissé dans l'exercice.

8,304 M€ sont tirés pour les programmes d'investissement récurrents, en particulier pour les réfections de voiries (5,624 M€) et la constitution de réserves foncières pour le logement social (1,969 M€).

59,678 M€ sont des concours apportés aux opérations individualisées de la programmation. 22,080 M€ sont dédiés aux actions des aides à la pierre et pour les logements du parc privé. Les ouvrages d'assainissement et les stations d'épuration sont financés à hauteur de 5,964 M€ en particulier les sites de la Feyssine (2,696 M€) et de Saint Fons (1,476 M€).

Le montant des subventions reçues en section de fonctionnement est de 26,878 M€ (+ 8,932 M€). Sur ce montant, la prime d'épuration reçue de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse suite aux mises aux normes des stations d'épuration représente 8 M€ (10,652 M€ en 2011, 5,397 M€ en 2010).

- Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : 41,982 M€

L'attribution du fonds de compensation correspond à la TVA acquittée sur les dépenses d'investissement de 2011. Il s'établit à 41,982 M€, soit + 10,173 M€ supplémentaires par rapport à l'année précédente. Il est calculé sur la base de 272 M€ de dépenses réelles d'investissement éligibles en 2011 (205 M€ en 2011 pour les dépenses 2010).

- La taxe locale d'équipement (TLE) : 21,852 M€

Cette taxe appliquée aux autorisations du droit des sols sera remplacée par la taxe d'aménagement exigible à partir de mars 2013, pour les permis de construire déposés à compter du 1er mars 2012. En 2012, la recette augmente de 10,92 %, confirmant une reprise des autorisations d'urbanisme depuis 2009.

- Les emprunts et dettes assimilées : 343,442 M€

Au cours de l'exercice, la Communauté urbaine a contracté 343,442 M€ de prêts nouveaux et de dettes assimilées :

- au budget annexe des eaux, le recours à l'emprunt s'est élevé à 6 M€ compte tenu de la reprise des dépenses d'équipement réalisées (12,618 M€ hors subventions versées ; 10,789 M€ en 2011), d'une diminution des subventions d'équipement reçues (0,458 M€ contre 0,827 M€ en 2011), d'un retard sur l'émission des titres de recette pour l'encaissement du produit de la TVA (1,031 M€ contre 2,068 M€ en 2011). Ce retard est lié à la gestion des écritures de TVA dans le nouvel outil financier. La charge de la dette a augmenté de 0,650 M€,

- au budget principal, 308,442 M€ de nouveaux contrats ont été conclus (174,491 M€ en 2011, 105,012 M€ en 2010, 96,324 M€ en 2009) créant un surfinancement de 100 M€ pour profiter de bonnes conditions de taux au regard de la situation financière des marchés,

- le programme d'emprunts pour le budget annexe de l'assainissement constitue une recette de 29 M€ (22,785 M€ en 2011, 52 M€ en 2010 ; 38,215 M€ en 2009). Il traduit à la fois un recul des paiements sur le périmètre opérationnel (55 M€ en 2012, 62 M€ en 2011), une diminution simultanée des subventions d'équipement reçues (5,977 M€ en 2012, 12,639 M€ en 2011). La charge de la dette progresse de 3,957 M€.

- Les recettes des services communautaires : 183,468 M€

La redevance d'assainissement collectif est constatée à 61,718 M€, en progression de 5,33 % par rapport à 2011 (58,595 M€). Le tarif de la redevance d'assainissement est de 0,9040 € HT/mètre cube en 2012 (contre 0,8752 € HT/mètre cube en 2011). Pour les particuliers, la redevance représente en 2012 un peu plus du quart du prix de l'eau.

Les recettes du péage du boulevard périphérique nord de Lyon (BPNL), à hauteur de 31,689 M€ en 2012, enregistre une légère régression par rapport à 2011 (- 0,88 %). En effet, après une hausse du trafic en 2011, l'année 2012 a connu une baisse de 1,6 %. Cette diminution de trafic n'a pas été compensée par l'augmentation des tarifs appliquée au 1er janvier 2012 et révisée à la baisse en octobre 2012, pour prendre en compte les désagréments causés par la fermeture du tunnel de la Croix-Rousse.

Les autres recettes des services sont issues principalement des redevances pour les raccordements à l'égout (6,885 M€, soit - 5,73%), de la redevance des fermiers des eaux (11,447 M€), des loyers encaissés (16,253 M€ soit - 13,94 %), de la vente d'énergie produite par l'usine d'incinération (7,784 M€ soit - 2,89 %) et de la redevance d'incinération des ordures ménagères (3,560 M€ soit + 45,63 %).

- La facturation des travaux effectués pour le compte de tiers : 19,167 M€

La Communauté urbaine gère 75 conventions actives de mandats au 31 décembre 2012. 19,167 M€ ont été réalisés en recettes contre 14,238 M€ en dépenses.

Les projets soutenus concernent en particulier des actions pour la maîtrise de l'étalement urbain, avec 8,756 M€ de titres émis pour une dépense totale de 6,813 M€. Avec ces mandats, il s'agit de poursuivre la mise en œuvre de la politique de la ville, des espaces naturels et des réserves foncières.

Les réalisations confiées à la Communauté urbaine comme la construction du groupe scolaire Casimir Perier à Lyon Confluence, l'aménagement des rives de Saône, de la caserne Sergent Blandan à Lyon 7° et de l'espace Brotteaux à Lyon 6° participent à la mise en œuvre de grands projets pour l'agglomération. Les appels de fonds pour le financement de ces chantiers ont représenté une recette de 7,149 M€. Les travaux ont mobilisé simultanément 4,382 M€ du budget communautaire.

- Les autres recettes : 37,772 M€

Elles correspondent principalement aux produits des cessions d'immobilisations (20,561 M€), aux produits de TVA sur activités affermées ou déléguées (1,135 M€ soit - 47,29 %), aux créances diverses et dépôts et cautionnements (1,201 M€).

Les dépenses (1 713,047 M€)

- Les travaux et immobilisations : 729,165 M€

Ils comprennent les dépenses d'équipement et les charges à caractère général. Ils représentent 42,57 % de l'ensemble des dépenses réelles.

Les dépenses d'équipement progressent toujours en 2012 : elles atteignent 473,179 M€, soit 6,7 % de plus qu'en 2011 (443,589 M€ en 2011, 403,084 M€ en 2010, 333,268 M€ en 2009, 296,700 M€ en 2008) et se répartissent comme suit :

- les programmes récurrents de grosse maintenance, le renouvellement de moyens généraux, la constitution de réserves foncières sont financés pour 120,964 M€. 50,354 M€ assurent le renouvellement des équipements de voirie, les interventions sur les réseaux, soit 41,6 % des réalisations totales de ce périmètre. La constitution des réserves foncières, qui englobe les actions pour le logement social, est menée à hauteur de 22,680 M€. 27,243 M€ sont dépensés pour la gestion du cycle urbain de l'eau (eau potable, eaux usées et de ruissellement),

- les dépenses d'équipement dédiées aux opérations individualisées sont financées à hauteur de 352,216 M€, soit 74 % du périmètre réalisé.

La prise en charge de certains investissements est significative dans l'exercice comme l'illustrent les points suivants :

Dans le domaine des déplacements, les paiements pour le chantier de rénovation du tunnel de la Croix-Rousse sont encore conséquents avec 65,291 M€.

Les acquisitions foncières lancées en 2011 pour le projet Part Dieu à Lyon 3° constituent, avec le poste "travaux", un investissement de 30,174 M€. Il concerne l'îlot État rue Bouchut, la copropriété M+M La Poste rue du Lac, l'immeuble B10 place Béraudier et le secteur Mouton Duvernet. Ce projet d'envergure assurera la production d'espaces publics, de voiries et la constitution de réserve foncière pour de l'offre immobilière.

A Vaulx en Velin, les opérations engagées sur le secteur Carré de Soie, à concurrence de 19,217 M€, concernent surtout les achats de tenements fonciers (17,420 M€), en particulier sur les sites Tase et Yoplait. 1,771 M€ sont également réalisés pour des travaux, notamment pour l'aménagement des voies de desserte du pôle de loisirs et du PAE.

18,575 M€ sont mandatés pour les opérations rives de Saône dont 8,276 M€ pour le chemin continu entre les bas-ports Tilsitt et Gillet à Lyon 1er et 4 .

En ce qui concerne les charges à caractère général, une diminution de 1,78 % est constatée entre 2011 et 2012, avec 255,986 M€ de crédits réalisés.

Les opérations d'entretien et de maintenance ont représenté 153,682 M€ en 2012 (152,773 M€ en 2011) : 58,274 M€ pour la collecte et le traitement des ordures ménagères (55,091 M€ en 2011), 29,910 M€ pour la propreté urbaine (29,675 M€ en 2011), 19,510 M€ pour les réfections de voirie (22,540 M€ en 2011), 7,101 M€ pour les tunnels et ouvrages d'art (7,388 M€ en 2011), 4,841 M€ pour la signalisation et l'accessibilité (4,248 M€ en 2011). En 2012, 15 000 arbres ont été élagués pour un montant de 3,343 M€ (4,314 M€ en 2011).

9,292 M€ ont été consacrés à des études (7,710 M€ en 2011), pour le rayonnement international (1,004 M€), l'aménagement urbain (3,171 M€), les transports urbains (0,642 M€), la signalisation et l'accessibilité (0,517 M€), la collecte et le traitement des ordures ménagères (0,443 M€), la politique de la ville (0,418 M€), l'eau potable (0,295 M€), les espaces naturels (0,226 M€), l'énergie (0,355 M€) et les haltes fluviales (0,117 M€).

La réalisation des opérations d'urbanisme en régie directe a mobilisé 7,035 M€, soit 5,687 M€ de moins qu'en 2011.

Malgré la hausse du prix du carburant, ce poste de dépense enregistre une baisse de 0,192 M€ et s'établit en 2012 à 4,465 M€ en raison, notamment, des démarches d'économie d'énergie et de la mutualisation des véhicules en pool, entreprises par la Communauté urbaine.

- Les subventions versées : 323,022 M€

Elles représentent 18,86 % de l'ensemble des dépenses réelles.

À elles seules, les participations obligatoires de la Communauté urbaine au syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et au SDIS du Rhône représentent 154,489 M€ et progressent de 2,41 %. Elles s'élèvent respectivement à 126,169 M€ (123,184 M€ en 2011) et 28,320 M€ (27,670 M€ en 2011).

Les opérations d'aménagement de type ZAC sont financées par des participations d'équilibre aux bilans à hauteur de 31,780 M€ en 2012 (40,978 M€ en 2011), comme, par exemple, les ZAC Confluence à Lyon 2° pour la 1ère phase (7,500 M€) et la 2° phase (7,120 M€), de la Duchère (9,631 M€) et de l'Industrie (1,5 M€) à Lyon 9°, du Triangle à Saint Priest (4,087 M€) ou de Vénissy à Vénissieux (1,939 M€).

Par ailleurs, 5,509 M€ ont été versés aux Offices publics de l'habitat.

Les subventions ayant permis de financer des équipements ont été versées à hauteur de 80,723 M€, soit une progression de 5,31 % par rapport à 2011 (76,654 M€ en 2011, 68,580 M€ en 2010, 66,384 M€ en 2009).

La part la plus importante est dédiée aux opérations pour la promotion de la politique du logement, soit 44,263 M€ (47,242 M€ en 2011) en particulier pour la délégation des aides à la pierre, le soutien au parc privé de logements.

La Communauté urbaine finance également les programmes d'aménagement pour la mobilité des personnes (17,971 M€) : 8 M€ ont ainsi contribué au financement de l'extension du centre de maintenance des TGV, sur le site de la Guillotière à Lyon 7°, 2,270 M€ pour soutenir le projet réseau express de l'aire métropolitaine lyonnaise (REAL), et 6,566 M€ ont permis d'accompagner les aménagements connexes des lignes de transports en commun T1 et T4.

Les pôles de compétitivité ont également été financés, à hauteur de 2,631 M€ (3,014 M€ en 2011).

- Les reversements de fiscalité : 233,919 M€

Ils représentent 13,66 % de l'ensemble des dépenses réelles.

L'application de la taxe professionnelle unique depuis 2003 s'accompagne de la mise en place d'attributions de compensation permettant de neutraliser les effets de la spécialisation fiscale. Ces attributions par la Communauté urbaine aux communes membres ont représenté 212,419 M€ en 2012 (212,538 M€ en 2011). Elles sont calculées par différence entre la ressource de taxe professionnelle des communes et la ressource impôts ménages communautaire perçues au titre de 2002, dernière année d'application de la fiscalité à 4 taxes.

Dès 1997, la Communauté urbaine a mis en place une dotation de solidarité communautaire (DSC). Le montant de la DSC versée aux communes s'est élevé à 20 M€ en 2012, en progression de 11,67 % par rapport à 2011 (17,910 M€), en application de la délibération n° 2011-2641 du 12 décembre 2011.

- Les charges de personnel et frais assimilés : 217,917 M€

L'effectif moyen payé s'établit à 4 805 agents en 2012 (4 760 agents en 2011, 4 739 agents en 2010).

L'évolution de l'effectif moyen payé est de 45 agents, contre 21 agents en 2011 et 67 en 2010. Le taux moyen de vacance d'emploi est passé de 5,26 % en 2011 à 4,82 % en 2012, ce qui représente une ressource de 21 postes supplémentaires.

Les charges de personnel représentent ainsi 12,72 % de l'ensemble des dépenses réelles et 21,95 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles sont en hausse de 3,67 % par rapport à 2011.

Cependant, des transferts de charges entre chapitres budgétaires sont intervenus en 2012 à savoir, des prestations de collecte (- 1,9 M€), converties en prestations intérimaires (+ 1,724 M€) et l'intégration des développeurs économiques aux effectifs communautaires (+ 0,240 M€) en remplacement des subventions alloués aux comités de bassins d'emplois (CBE) à hauteur de 0,300 M€.

A périmètre constant, l'évolution de la masse salariale est donc ramenée à + 2,9 %.

Les charges de personnels de la régie intéressée mise en place le 1er janvier 2006 pour la gestion du boulevard périphérique nord de Lyon (BPNL) progresse de 2,8% (3,932 M€ en 2012, 3,824 M€ en 2011, 3,923 M€ en 2010, 3,390 M€ en 2009).

En dehors de l'évolution des effectifs, d'autres phénomènes ont impacté les dépenses de personnel, notamment le glissement vieillesse technicité : 3,066 M€ en 2012 alors qu'il ne représentait que 1,5 M€ en 2009. Le montant des heures supplémentaires du budget principal a atteint 2,622 M€, en augmentation de 7,85 % par rapport à 2011. L'effet des 2 revalorisations du SMIC, intervenues en janvier et juillet 2012, a porté sur un montant total de 0,432 M€. La poursuite de la refonte du régime indemnitaire s'établit à 3,840 M€.

- L'annuité de la dette : 174,299 M€

Le capital de la dette est remboursé à concurrence de 138,844 M€ (132,243 M€ en 2011, 136,824 M€ en 2010, 134,307 M€ en 2009). Ce montant comprend les annuités de la dette à long terme pour 101,344 M€ (94,743 M€ en 2011, 99,324 M€ en 2010, 96,807 M€ en 2009), de l'emprunt obligataire (2,5 M€) et du prêt à court terme (35 M€).

Le remboursement des avances perçues de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse (4,262 M€) et d'autres établissements publics de l'État (0,060 M€) constituent les autres éléments de l'annuité de la dette.

Le montant des intérêts de la dette est de 31,132 M€ en 2012 en retrait de 2,140 M€ par rapport à 2011 (33,271 M€). Les taux d'intérêt ont continué à diminuer en 2012 : le taux moyen de la dette de la Communauté urbaine est de 2,37 % au 31 décembre 2012, contre 2,79 % au 31 décembre 2011, mais l'encours de la dette à court et long termes augmente de 205 M€ et représente 1 471,1 M€. L'encours de la dette est composé à 54 % d'emprunts à taux fixe et à 46 % à taux variable.

- Les mandats de travaux et travaux d'office pour le compte de tiers : 14,238 M€

Le portefeuille des mandats de travaux confiés à la Communauté urbaine représente 22 sites pour une dépense de 7,662 M€. Le solde, soit 6,576 M€, répond aux demandes d'achat pour le logement social par les communes et les bailleurs (8,906 M€ en 2011).

- Les dotations aux provisions : 1,350 M€

Une provision de 1,350 M€ a été opérée pour garantir notre engagement vis-à-vis du SYTRAL dans l'attente de la signature d'une convention complémentaire pour le financement des travaux nécessaires à une meilleure desserte des gares, dans le cadre du projet de réseau express de l'agglomération lyonnaise (REAL), soit 0,450 M€ par an entre 2010 et 2012.

- Les autres charges : 19,138 M€

Elles comprennent notamment le règlement du protocole transactionnel avec le SDIS, relatif au transfert en 1999, des personnels entre la Communauté urbaine et le Département du Rhône, prévoyant le versement d'un montant annuel de 2,950 M€ jusqu'en 2016.

Les indemnités des élus sont stables (3,142 M€ en 2012). Les dépenses des groupes politiques, limitées réglementairement à 0,846 M€, ont été réalisées pour 0,781 M€.

Les communes ont bénéficié de reversements de TLE par la Communauté urbaine à hauteur de 2,345 M€.

La constatation de la créance correspondant aux cessions en annuité réalisées en 2012 représente 1,753 M€.

Comptes administratifs 2011 et 2012 - budgets consolidés retraités - mouvements réels - montant (en M€) (hors excédent capitalisé du compte 1068) - tableau n° 7

Mouvements réels	CA 2011	Prévision ouverte en 2012	CA 2012	Évolution CA 2012/2011	Tx de réal./prévu en 2012	répartition du CA 2012 par poste
Recettes réelles	1 673,559	1 977,910	1 839,009	9,89%	92,98%	100,00%
Impôts et taxes	671,770	676,300	685,733	2,08%	101,39%	37,29%
dont impôts locaux	451,526	454,150	461,205	2,14%	101,55%	25,08%
<i>compensation-relais</i>	<i>0,844</i>			<i>-100,00%</i>		<i>0,00%</i>
<i>rôles supplémentaires de taxe professionnelle (TP)</i>	<i>7,457</i>		<i>1,686</i>	<i>-77,40%</i>		<i>0,09%</i>
<i>taxe d'habitation (TH)</i>	<i>124,508</i>	<i>127,900</i>	<i>128,693</i>	<i>3,36%</i>	<i>100,62%</i>	<i>7,00%</i>
<i>taxe additionnelle sur foncier non bâti (TAFPNB)</i>	<i>0,751</i>	<i>0,755</i>	<i>0,745</i>	<i>-0,74%</i>	<i>98,72%</i>	<i>0,04%</i>
<i>taxe foncière sur propriétés non bâties (TFPNB)</i>	<i>0,097</i>	<i>0,095</i>	<i>0,105</i>	<i>8,22%</i>	<i>110,21%</i>	<i>0,01%</i>
<i>contribution foncière des entreprises (CFE)</i>	<i>179,866</i>	<i>185,000</i>	<i>187,146</i>	<i>4,05%</i>	<i>101,16%</i>	<i>10,18%</i>
<i>cotisation sur valeur ajoutée des entreprises (CVAE)</i>	<i>122,142</i>	<i>124,200</i>	<i>127,434</i>	<i>4,33%</i>	<i>102,60%</i>	<i>6,93%</i>
<i>impôt forfaitaire sur entreprises de réseaux (IFER)</i>	<i>4,307</i>	<i>3,900</i>	<i>4,014</i>	<i>-6,79%</i>	<i>102,93%</i>	<i>0,22%</i>
<i>taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i>	<i>11,555</i>	<i>12,300</i>	<i>11,382</i>	<i>-1,50%</i>	<i>92,53%</i>	<i>0,62%</i>
dont fiscalité reversée	103,994	103,950	105,476	1,43%	101,47%	5,74%
<i>attributions de compensation reçues des communes</i>	<i>10,635</i>	<i>10,650</i>	<i>10,654</i>	<i>0,18%</i>	<i>100,04%</i>	<i>0,58%</i>
<i>fond national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)</i>	<i>92,913</i>	<i>92,900</i>	<i>94,593</i>	<i>1,81%</i>	<i>101,82%</i>	<i>5,14%</i>
dont taxe d'enlèvement des ordures ménagères	111,948	114,800	114,710	2,47%	99,92%	6,24%
dont taxe de séjour	4,302	3,400	4,343	0,95%	127,74%	0,24%
Dotations et participations	422,651	419,858	420,965	-0,40%	100,26%	22,89%

dont dotation globale de fonctionnement (DGF)	342,739	341,900	343,693	0,28%	100,52%	18,69%
dont compensation de la taxe professionnelle (TP)	10,948	9,300	9,152	-16,40%	98,41%	0,50%
dont compensation de la réforme de la TP	53,542	53,500	52,093	-2,71%	97,37%	2,83%
dont compensation de la CFE	1,013	0,900	0,825	-18,57%	91,66%	0,04%
dont compensation des exonérations de TH	4,384	4,500	4,549	3,76%	101,10%	0,25%
Subventions reçues	102,187	132,555	94,860	-7,17%	71,56%	5,16%
dont subventions de fonctionnement	17,945	27,751	26,878	49,77%	96,85%	1,46%
dont subventions d'équipement	84,241	104,804	67,982	-19,30%	64,87%	3,70%
Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	51,584	44,067	64,121	24,30%	145,51%	3,49%
dont FCTVA	31,809	30,000	41,982	31,98%	139,94%	2,28%
dont taxe locale d'équipement (TLE)	19,701	13,285	21,852	10,92%	164,48%	1,19%
Emprunts et dettes assimilées	198,276	473,474	343,442	73,21%	72,54%	18,68%
Produits des services	175,743	182,255	183,468	4,40%	100,67%	9,98%
dont redevance d'assainissement	58,655	61,903	61,796	5,36%	99,83%	3,36%
dont péage du BPNL	31,970	32,000	31,689	-0,88%	99,03%	1,72%
dont raccordement à l'égout	7,303	7,165	6,885	-5,73%	96,09%	0,37%
dont vente d'énergie	8,036	8,006	7,799	-2,94%	97,42%	0,42%
dont redevance d'incinération des ordures ménagères	2,445	2,312	3,560	45,63%	154,02%	0,19%
dont déchèteries	2,450	2,560	2,281	-6,94%	89,08%	0,12%
dont réfections de tranchées	4,984	5,028	4,655	-6,61%	92,59%	0,25%
dont redevance d'occupation du domaine public	5,067	6,253	9,059	78,77%	144,86%	0,49%
dont autres produits de gestion courante	37,882	36,510	39,365	3,91%	107,82%	2,14%
<i>redevance des fermiers de la régie des eaux</i>	<i>11,343</i>	<i>11,900</i>	<i>11,447</i>	<i>0,92%</i>	<i>96,19%</i>	<i>0,62%</i>
<i>loyers des immeubles</i>	<i>18,887</i>	<i>14,381</i>	<i>16,253</i>	<i>-13,94%</i>	<i>113,02%</i>	<i>0,88%</i>
<i>redevances des parcs de stationnement</i>	<i>4,873</i>	<i>7,184</i>	<i>7,123</i>	<i>46,17%</i>	<i>99,15%</i>	<i>0,39%</i>
Recettes des travaux effectués pour le compte de tiers	13,481	25,814	19,167	42,17%	74,25%	1,04%
Autres recettes	37,867	23,586	27,253	-28,03%	115,55%	1,48%
dont produit TVA sur eau potable et activités en D.S.P.	2,152	5,443	1,135	-47,29%	20,84%	0,06%
dont créances diverses, dépôts et cautionnements	3,940	1,212	1,201	-69,51%	99,12%	0,07%
dont reprise sur provision	-	0,024	0,024	-	100,00%	0,00%

dont produits des cessions de terrains, immeubles, matériels	28,822	0,009	20,561	-28,66%		1,12%
Dépenses réelles	1 671,329	2 018,386	1 713,047	2,50%	84,87%	100,00%
Travaux en régie et immobilisations	704,212	969,912	729,165	3,54%	75,18%	42,57%
dont immobilisations incorporelles	17,485	22,263	12,616	-27,84%	56,67%	0,74%
dont immobilisations corporelles	148,447	197,945	142,619	-3,93%	72,05%	8,33%
dont immobilisations en cours	277,657	436,819	317,945	14,51%	72,79%	18,56%
dont charges à caractère général	260,624	312,885	255,986	-1,78%	81,81%	14,94%
Subventions versées	321,372	358,328	323,022	0,51%	90,15%	18,86%
dont SYTRAL	123,184	126,169	126,169	2,42%	100,00%	7,37%
dont SDIS	27,670	28,320	28,320	2,35%	100,00%	1,65%
dont ZAC et opérations d'aménagement	40,978	34,848	31,780	-22,45%	91,20%	1,86%
dont reversement au département de la moitié de la charge nette du BPNL	7,438	8,785	8,785	18,10%	100,00%	0,51%
dont ADERLY	1,518	1,518	1,518	0,00%	100,00%	0,09%
dont ONLY LYON	1,100	1,100	1,100	0,00%	100,00%	0,06%
dont office du tourisme	4,425	4,759	4,759	7,55%	100,00%	0,28%
dont biennales et festival du cinéma	3,567	4,507	4,190	17,47%	92,97%	0,24%
dont subventions d'équipements	76,654	99,807	80,723	5,31%	80,88%	4,71%
Reversement de fiscalité aux communes de la Communauté urbaine	230,448	235,500	233,843	1,47%	99,30%	13,65%
Charges de personnel et frais assimilés	210,202	219,780	217,917	3,67%	99,15%	12,72%
Annuité de la dette	170,102	181,012	174,299	2,47%	96,29%	10,17%
Travaux pour compte de tiers	12,588	22,025	14,238	13,11%	64,64%	0,83%
Dotations aux provisions	7,800	1,350	1,350	-82,69%	100,00%	0,08%
Autres charges	14,604	30,480	19,214	31,57%	63,04%	1,12%
dont protocole transactionnel avec le SDIS	2,941	2,950	2,950	0,29%	100,00%	0,17%
dont indemnités des élus	3,158	3,423	3,142	-0,52%	91,78%	0,18%
dont reversements de TLE par les communes	2,261	2,428	2,345	3,70%	96,59%	0,14%
dont cessions en annuité		1,753	1,753	-	100,00%	0,10%

II - 1° - b - Les mouvements d'ordre en dépenses et recettes

Ils retracent les écritures équilibrées, en dépenses et en recettes, sans décaissement ou encaissement de fonds.

Ils sont relatifs aux procédures d'amortissement des biens, des subventions reçues et des frais d'émission des emprunts des budgets principal et annexes des eaux et de l'assainissement, de suivi de l'évolution du patrimoine de la collectivité (enrichissement ou appauvrissement) suite à des cessions ou des acquisitions foncières, également à la gestion des stocks pour les biens produits qui n'ont pas vocation à rester au patrimoine de la collectivité (terrains aménagés réalisés dans le cadre des opérations du budget des opérations d'urbanisme en régie directe).

Ils retracent aussi des opérations plus spécifiques : le suivi de la TVA à récupérer sur les activités en délégation de service public (activité eau potable, cimetières communautaires, centre des congrès, parkings, etc.), les écritures effectuées pour des clôtures comptables de mandats de travaux qui ont été confiés à la collectivité, en particulier lorsque le coût des équipements remis n'est pas financé en totalité par le bénéficiaire, la régularisation des avances versées.

Ces écritures sont effectuées soit en simultané sur les deux sections des budgets concernés, il s'agit alors d'opérations d'ordre de transferts entre sections, soit en dépenses et en recettes sur une seule section. Pour les budgets communautaires, ces derniers mouvements ne concernent que la section d'investissement : il s'agit d'opérations d'ordre patrimonial.

Les écritures d'ordre consolidées représentent 170,854 M€, en diminution de 13,218 M€ par rapport au précédent compte administratif (184,072 M€). L'année 2011 avait enregistré la cession gratuite d'une parcelle de l'aérodrome de Corbas, à la Commune, pour une valeur nette comptable de 4,519 M€. Aucune opération budgétaire pour solder des mandats de travaux, confiés à la Communauté urbaine, n'a été effectuée en 2012 (7,072 M€ en 2011). Les écritures pour la variation des stocks de terrains aménagés pour le budget des opérations d'urbanisme en régie directe (7,863 M€) sont, par ailleurs, en diminution de 5,233 M€ par rapport à 2011. Contrairement à 2011, le compte administratif 2012 retrace les mouvements de régularisation des avances à mandataires ou sur marchés, au chapitre 041, pour un montant total de 3,260 M€.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de constater forfaitairement la dépréciation des biens, de dégager des ressources d'investissement destinées à les renouveler en réintégrant la charge correspondante en section de fonctionnement ou d'exploitation.

L'amortissement des immobilisations communautaires, c'est-à-dire des frais d'études et des frais d'insertion, des biens meubles et des immeubles productifs de revenus, des subventions d'équipement versées, des ouvrages techniques des budgets annexes ainsi que l'étalement des pénalités versées pour des renégociations d'emprunts constitue une annuité de 119,243 M€, en progression de 13 M€ au budget principal. L'amortissement des indemnités capitalisées sur emprunts concerne pour 0,062 M€ la dette du budget annexe de l'assainissement.

En parallèle, les subventions d'équipement perçues par la Communauté urbaine pour des biens amortissables font également l'objet d'un étalement. L'annuité 2012 est supportée en dépenses, par la section d'investissement, pour un montant de 7,422 M€ (6,921 M€ en 2011).

La Communauté urbaine a fait le choix de réaliser des zones d'aménagement concerté (ZAC) en régie directe. Ces opérations, retracées dans le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe, concernent 8 sites en 2012. Les dépenses d'étude, d'acquisition foncière, de démolition, d'aménagement, de frais d'insertion supportées en 2012 (7,035 M€), et le reversement au budget principal de l'excédent de la ZAC de Parilly à Vénissieux (0,823 M€) sont comptabilisés en charges de la section de fonctionnement. Ils sont repris dans un compte de stocks et constituent une dépense d'ordre de 7,863 M€. Le produit de ventes de terrains s'est élevé à 1,013 M€ pour l'exercice. En complément des participations reçues de l'État, le Département du Rhône et de divers organismes (2,091 M€), une participation exceptionnelle du budget principal a également été versée pour un montant de 4,759 M€.

Pour accomplir les opérations d'investissement, la Communauté urbaine doit se rendre propriétaire de terrain ou de construction. Avec ses partenaires publics, elle peut également décider de céder son foncier, voire remettre des parcelles à des tiers privés. Chaque année, elle procède aussi à la vente de véhicules réformés et de matériels. Dans le cas de cessions, la mise à jour de l'actif de la collectivité, au sens comptable, doit être opérée comme l'ajustement de l'inventaire. Les sorties des biens sont donc retranscrites dans les écritures budgétaires. Il s'agit encore de réalisations pour ordre, sur la base des valeurs historiques des biens remis, corrigées des amortissements éventuellement pratiqués (valeur nette comptable).

Les cessions foncières, qu'elles soient effectuées contre paiement de prix, dans le cadre d'un échange de biens avec un partenaire public ou privé, ou gratuitement, y compris les cessions de matériels, ont été constatées pour un montant total de 17,275 M€ (24,253 M€ en 2011).

Toujours pour les équipements qu'elle réalise sur son territoire, la Communauté urbaine peut recevoir à titre gratuit des assiettes foncières. L'enrichissement patrimonial occasionné par ces opérations a représenté 3,072 M€ dans l'exercice (0,738 M€ en 2011).

L'instruction comptable M14 impose de définir les plus ou moins-values pour chaque opération de cession des actifs de la collectivité. Elles se calculent en rapprochant le prix de vente et la valeur nette comptable des biens remis. A ce titre, le compte administratif 2012 totalise pour 3,552 M€ de plus-values et pour 0,169 M€ de moins-values.

Les autres écritures pour ordre de l'exercice 2012 consistent à :

- constater la recette de TVA à récupérer sur les travaux pour les équipements en délégation de service public (0,103 M€ au budget principal) et pour les travaux et les équipements payés pour l'activité eau potable (1,031 M€ au budget annexe des eaux), soit au total 1,135 M€,

- régulariser les avances versées, soit un montant de 3,260 M€.

Compte administratif 2012 - budgets consolidés - mouvements d'ordre - tableau n° 8

Mouvements d'ordre	Dépenses (en M€)	Recettes (en M€)
hors programmation pluriannuelle	146,112	146,112
amortissement des immobilisations corporelles et financières	119,243	119,243
amortissement des subventions d'équipement reçues	7,422	7,422
plus-values sur cessions d'actifs (hors 1064)	3,552	3,552
moins-values de cessions d'actifs	0,169	0,169
stocks de terrains aménagés	7,863	7,863
déstockage de terrains aménagés	7,863	7,863
périmètre PPI	24,742	24,742
valeur comptable des biens cédés ou échangés	17,178	17,178
valeur comptable des biens cédés gratuitement	0,097	0,097
valeur de biens fonciers reçus à titre gratuit	3,072	3,072
Intégration - régularisation des avances versées	3,260	3,260
TVA à récupérer auprès des fermiers ou pour des délégations de service public	1,135	1,135
Total	170,854	170,854
affectation de l'excédent de fonctionnement		188,366
pour mémoire plus value de cession budget M49 - compte 106		0,068

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions et ressources ;

DELIBERE

1° - Donne acte de la présentation du compte administratif 2012 du budget principal et des budgets annexes de l'assainissement, des eaux, des opérations d'urbanisme en régie directe et du restaurant communautaire.

2° - Constate les identités de valeur avec les indications portées au compte de gestion pour le résultat de l'exercice 2012, les données du bilan d'entrées et de sorties, les débits et les crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3° - Arrête pour 2012 :

- les résultats de l'exercice à 293 331 007,36 €, de clôture à 161 781 622,86 €, les reports de crédits en dépenses à 50 269 223,59 € et en recettes à 9 305 844,66 € et le disponible global à 120 818 243,93 € pour le budget principal,

- les résultats de l'exercice à 17 083 223,53 €, de clôture à 5 088 414,47 €, les reports de crédits en dépenses à 4 389 070,83 € et en recettes à 1 143 404,52 € et le disponible global à 1 842 748,16 € pour le budget annexe de l'assainissement,

- les résultats de l'exercice à 3 639 865,37 €, de clôture à 1 560 326,94 €, les reports de crédits en dépenses à 495 424,36 € et en recettes à 543 334,26 € et le disponible global à 1 608 236,84 € pour le budget annexe des eaux,

- les résultats de l'exercice à 0 €, de clôture à 221 052,34 € et, en l'absence de reports, le disponible à un montant identique de 221 052,34 € en investissement non transférables en section de fonctionnement et à 0 € en fonctionnement pour le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe,

- les résultats de l'exercice à 64 720,40 €, de clôture à 64 720,40 €, les reports de crédits en dépenses à 95 900,82 € et en recettes à 31 180,66 € et le disponible global à 0,24 € pour le budget annexe du restaurant communautaire.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 26 juin 2013.